



Mr Patrick Amir IMAM
représentant du FMI
à Madagascar

Interview

“ Quelle est votre analyse de l'évolution de la situation politique

et socio-économique de Madagascar ?

Le Fonds Monétaire International, n'ayant pas de mandat politique, nous n'avons pas d'appréciations particulières à formuler vis-à-vis de la situation politique qui prévaut actuellement à Madagascar. Néanmoins, la dimension politique reste importante vu ses impacts éventuels sur la mise en œuvre de réformes ; nous en tenons comptes dans nos discussions de politiques avec les autorités.

Toujours-est-il qu'en étant présent dans le pays et en partageant le quotidien de la population, nous ne pouvons nous empêcher de noter une certaine agitation politique vu que le pays s'approche d'une échéance électorale assez importante avec l'organisation, l'année prochaine, de l'élection présidentielle.

Au regard de l'histoire du pays, de ses besoins en termes de stabilité politique, et ce aux fins de préserver la dynamique de progression enregistrée depuis 2014, nous ne pouvons que réitérer nos souhaits de voir cette élection se dérouler dans les conditions les plus optimales possibles, permettant au pays de confirmer ses résultats en matière de développement et de réduction de la pauvreté.

Le pays se trouve dans une position plutôt favorable comparé à ses pairs de l'Afrique Subsaharienne (ASS) dont l'économie a fortement souffert de la chute des prix des

matières premières. Cette année, il est prévu que Madagascar connaisse un taux de croissance soutenu de l'ordre de 4.5%, contre une perspective de croissance moyenne de moins de 3% pour toute la région de l'ASS, grâce entre autres à l'augmentation des dépenses d'investissements. L'inflation, bien qu'ayant connu une certaine accélération à cause de différents aléas climatiques, dont notamment la sécheresse et le cyclone ENAWO, restera quand même contenue avec une prévision d'environ 8% contre 7% l'année dernière. Bien que le budget de l'Etat ait subi quelques tensions dans son exécution, suite à des besoins additionnels inattendus, la bonne performance dans la collecte des recettes, la maîtrise continue des dépenses ainsi que la disponibilité de financements complémentaires ont permis de maintenir l'équilibre budgétaire sans toutefois compromettre les objectifs du programme de réformes que nous soutenons à travers la Facilité Elargie de Crédits (FEC). La position extérieure du pays s'est aussi améliorée suite au choc positif lié aux prix d'exportations élevés de la vanille et à la croissance assez forte des exportations issues des zones franches. Cette situation a permis au pays de renforcer le niveau de ses réserves en devises, qui est passé de 2.9 mois d'importations en 2015 à 3.4 mois d'importations en prévision cette année.

Sur le plan social, nombreux sont encore les défis à relever par Madagascar considérant les indicateurs sociaux. Pour ne citer que quelques exemples : le faible niveau d'accès aux services d'éducation ou de santé ou encore la forte prévalence de la malnutrition ainsi que la mortalité infantile. Toutefois, avec les récentes réformes entreprises par le Gouvernement, notamment une meilleure priorisation et allocation des dépenses publiques, avec une augmentation des budgets alloués aux secteurs sociaux, nous sommes confiants dans l'amélioration progressive de la situation même si cela ne sera pas au rythme qu'exigent l'immensité et l'urgence des besoins de la population.

Quels sont les programmes prioritaires que vous soutenez actuellement ?
 Quels montants avez-vous engagés ?
L'appui financier, que le Fonds apporte à travers la Facilité Elargie de Crédits (FEC), sert à soutenir le programme de réformes établi par le Gouvernement suivant son Programme National de Développement (PND). Le programme vise particulièrement à renforcer la stabilité macroéconomique et à promouvoir une croissance durable et inclusive. Les objectifs prioritaires consistent principalement à :

- (1) élargir les perspectives de croissance inclusive en améliorant l'accès à l'éducation, aux soins de santé et à la protection sociale, tout en misant sur le renforcement des infrastructures et le développement du secteur privé ;*
- (2) accroître l'espace budgétaire en améliorant la mobilisation des recettes fiscales, la priorisation et l'efficacité des dépenses publiques ;*
- (3) renforcer la gouvernance économique en améliorant la gestion des finances publiques, dont notamment la gestion des entreprises publiques tout en intensifiant les mesures de lutte contre la corruption ;*
- et (4) consolider la stabilité macroéconomique en renforçant les capacités opérationnelles de la banque centrale et la supervision financière.*

Le montant initial du programme était de l'ordre d'environ 309.2 millions de dollars, à décaisser en sept tranches d'environ 44.1 millions de dollars chacune jusqu'en Juillet 2019, date d'achèvement du programme FEC. Cependant, lors de

sa dernière réunion au mois de Juin dernier, notre Conseil d'Administration a approuvé la demande des autorités Malagasy d'augmenter leur niveau d'accès financier. Cette demande était générée par les besoins de financement additionnels du pays suite aux différentes catastrophes naturelles qui l'ont durement touché cette année dont le cyclone ENAWO ainsi que la sécheresse qui a sévi depuis la fin de l'année dernière dans différentes parties de l'Ile. Ainsi, le montant initial a été augmenté d'environ 42.9 millions de dollars portant le montant total de l'engagement financier du Fonds envers Madagascar à environ 352.1 millions de dollars pour trois ans à compter de Juillet 2016. A ce jour, le montant décaissé se monte à environ 131.2 millions de dollars.

Quels sont les résultats et/ou objectifs attendus sur le moyen et le long terme ?
Madagascar est partie de loin suite aux longues années de crise qu'elle a subies. Aussi, les objectifs du pays à moyen et long termes ne devraient pas tellement dévier des objectifs de court terme qu'il s'était fixé. Le redressement après-crise nécessitera encore quelques années vu la fragilité du pays ainsi que la faiblesse de ses institutions. En somme, il s'agira surtout de consolider les résultats obtenus jusqu'ici au niveau des différents axes prioritaires du programme de réformes avec pour objectifs ultimes la réduction de la pauvreté et l'accroissement du bien-être de la population.





Sur le plan macroéconomique, l'objectif serait de poursuivre les efforts en vue de maintenir la stabilité. Ceci implique entre autres la maîtrise aussi bien de l'inflation que des tensions générées par l'afflux massif attendu d'investissements et de fonds alloués par l'aide financière. Cela implique également de maintenir la dette à un niveau soutenable. A cet effet, il est important pour le pays de renforcer ses capacités institutionnelles de gérer et de prioriser les investissements.

Dans un contexte de volatilité de l'aide internationale ainsi que des investissements directs étrangers, il est primordial pour le pays de poursuivre ses efforts de mobilisation des ressources intérieures. Le taux de pression fiscale est déjà passé de 9.9% en 2016 à 11.6% en 2017. Mais, il faut poursuivre les réformes dans ce domaine. Non seulement ce taux de pression reste insuffisant mais en plus il est en inadéquation avec les potentialités du pays. De nombreuses études ont, en effet, démontré qu'au regard des caractéristiques du pays, il disposerait d'une potentialité fiscale estimée à 17% de son PIB. Mais, pour diverses raisons telles que la faiblesse au niveau des administrations ainsi que la prolifération des activités informelles, les résultats actuels sont encore loin d'avoir pleinement exploiter ce potentiel. Pour atteindre cet objectif, le pays doit miser notamment sur les réformes sur le plan administratif étant donné qu'au niveau de la politique fiscale, toutes les études s'accordent à dire que Madagascar dispose déjà d'un système assez proche des meilleures pratiques sur le plan international.

Il en est de même pour les efforts d'amélioration de la composition des dépenses publiques. D'énormes progrès ont été enregistrés sur la question, avec l'élimination des subventions aux pétroliers, l'accroissement des dépenses en faveur des investissements et des secteurs sociaux, et le règlement des différents arriérés. Et cela doit-être poursuivi. Néanmoins, il est important que l'Etat règle dans les meilleurs délais possibles les questions de transfert aux entreprises publiques déficitaires. Pour cela, les autorités doivent veiller à ce que les réformes prévues pour ces sociétés soient mises en œuvre dans les délais prévus. Continuer à soutenir ces entreprises publiques budgétivores détourne des ressources essentielles d'utilisations beaucoup plus efficaces.

L'instauration de la bonne gouvernance économique constitue un objectif important que les autorités doivent poursuivre sur les moyen et long termes. A ce propos, une attention particulière a été accordée à la lutte contre la corruption et au blanchiment d'argent ainsi qu'au financement du terrorisme. Outre le fait que cela suppose un renforcement du cadre légal et réglementaire, cela nécessite surtout l'application des lois qui existent déjà. De progrès sont enregistrés sur la question, notamment du point de vue du renforcement du cadre légal. Toutefois, une certaine défaillance est notée au niveau de l'application même de ces lois.

Pour finir, les autorités doivent veiller à la stabilité de leur système financier et faire de cet outil un soutien de la croissance économique. Pour cela, elles doivent se doter à la fois des outils nécessaires pour assurer la stabilité du système ainsi que de capacités institutionnelles requises notamment en matière de supervision bancaire. L'inclusion financière au niveau du pays étant encore faible, les autorités se doivent de développer des stratégies en vue d'augmenter le taux de couverture des services financiers ■”